



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 mai 2016  
Français  
Original : anglais

---

**Session de 2016**  
juillet 2015-27 juillet 2016  
Point 5 de l'ordre du jour  
**Débat de haut niveau**

### **Déclaration présentée par Corporativa de Fundaciones, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

L'adoption des objectifs de développement durable réaffirme l'engagement de la communauté internationale envers l'édification d'un monde meilleur à l'horizon 2030. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 exige toutefois un mécanisme efficace et global de suivi et d'examen pour garantir que les pays sont sur la bonne voie pour ce qui est d'atteindre les objectifs. Nous avons beaucoup fait pour que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 soit ambitieux, réalisable et inclusif et nous devons donc veiller à ce que ces objectifs soient atteints.

À titre d'organisations de la société civile œuvrant au niveau le plus élémentaire, nous reconnaissons nos responsabilités en matière de développement durable. Étant proches de nos collectivités, nous sommes des partenaires avertis et essentiels des efforts de développement. Le fait que nous sommes proches des gens nous permet de comprendre les besoins et les préoccupations et de prendre les mesures nécessaires pour élaborer des politiques de développement locales et nationales ciblées. Nous faisons à cette fin part de notre préoccupation concernant l'absence de plans de développement nationaux et locaux correspondant au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Des cibles nationales et locales sont essentielles pour l'atteinte des objectifs de développement durable et toutes les parties prenantes, en particulier les acteurs non étatiques, doivent en élaborer et en adopter.

Nous approuvons les efforts que les États Membres et le système des Nations Unies font pour définir les paramètres d'un cadre de suivi et d'examen basé sur des plateformes existantes. Nous devons toutefois continuer à nous appuyer sur les efforts faits aux niveaux national et local et prendre également en considération l'universalité, la prise en main, la participation, la surveillance, les résultats et la transparence. Les organisations de la société civile peuvent au cours des prochaines années contribuer de façon importante au processus de suivi et d'examen. Leur professionnalisme et leur proximité par rapport aux réalités des collectivités sont de grands atouts pour ce qui est de surveiller les contributions et la progression globale du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'approche à plusieurs niveaux que les objectifs de développement durable prévoyaient doit aussi inclure les préoccupations des administrations et des organisations locales et municipales. Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable peut être une tribune de premier plan pour ces approches reposant sur la collectivité.

Tout au long de l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030, des organisations de la société civile ont démontré leur leadership et leur intérêt concernant la participation à toutes les étapes de ce nouveau programme mondial de développement. Au Mexique, par exemple, des organisations de la société civile telles que la nôtre ont, dans le cadre de l'enquête mondiale My World, consulté des centaines de milliers de citoyens afin de déterminer leurs priorités concernant les objectifs de développement durable. Nous espérons que les États Membres continueront d'inclure les voix des citoyens dans le processus d'examen et de mise en œuvre grâce à des plateformes ouvertes et démocratiques telles que celles qui ont été mises sur pied durant l'élaboration des objectifs au cours des trois dernières années.

Nous croyons que, au cours de ce premier processus d'examen, le Forum politique de haut niveau pour le développement durable facilitera les conditions et l'appui nécessaires à une révision ouverte, transparente, responsable et fonctionnelle des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 dans laquelle des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes jouent un rôle clef.

---